

VIRER DE BORD ! et le TRAVAILLEUR BIGOUDEN



Expression des sections du Pcf
de la 7ème circonscription électorale du Finistère
(Douarnenez - Pays Bigouden - Cap Sizun)



Les communistes: unitaires plus que jamais !

Défenseurs infatigables du rassemblement populaire, les communistes ont décidé en responsabilité de ne pas ajouter de la division à la dispersion en appelant à voter Jean-Luc Mélenchon. Reste à élargir le rassemblement pour le rendre majoritaire. Avec cette volonté unitaire, ils soutiennent dans notre circonscription l'appel « **Citoyens debout ! A gauche, une candidature utile qui bouscule** ».

Dans la septième circonscription comme partout en France, les communistes soutiendront des candidat(e)s issus de leur parti et/ou des collectifs citoyens dans lesquels ils jouent un rôle actif.

Oui, il nous faut des député(e)s qui soient au service du peuple !

Droit du travail : la réalité du monde d'aujourd'hui

Tout s'achète et tout se vend, y compris les salariés, sur le « **marché du travail** ». Deux logiques s'y opposent : celle de ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre pour vivre, ou survivre, et celle de ceux qui « **achètent** » le travail comme une marchandise, dont le coût serait trop élevé. **Ce travail qui loin d'être un coût est en fait la source de la richesse qu'ils captent pour le seul profit.** Le capitalisme financier mondialisé d'aujourd'hui n'a plus que jamais comme règle : que ça rapporte le plus possible, le plus vite possible, au détriment des salaires, de la formation, de l'investissement utile.

La solution pour nos « **libéraux** » de droite comme de « **gauche** » c'est bien de payer la force de travail le moins cher possible, pour un temps de travail le plus long possible. Leur idéal serait-il l'esclave qui travaille et ne coûte rien ? Ils appellent cela « **développer la compétitivité des entreprises** » en limitant ou supprimant les droits fondamentaux des travailleurs.

Cette sinistre logique inhumaine a abouti à une société où la richesse se concentre de plus en plus entre quelques mains pendant que la pauvreté et le chômage explosent.

Les droits fondamentaux des travailleurs ont été conquis au moment du **Front Populaire** en 1936 (congés payés, semaine de 40 heures, conventions collectives, libertés syndicales, délégués d'entreprises), puis à travers le programme du **Conseil national de la Résistance**, à la Libération.

Depuis 1982, nous sommes confrontés à une lente, mais réelle érosion des droits et conquis sociaux. C'est dans ce cadre que s'inscrit la loi El Khomri, imposée par le pouvoir « **socialiste** », visant à réformer le **Code du travail** qui cristallise l'essentiel des conquêtes ouvrières à travers ses principes fondamentaux, en termes de salaires, de temps de travail, de retraite et de garantie sociale, au nom d'une prétendue « **modernité** » : plus de « **souplesse** » et de « **flexibilité** », plus de contrat de travail, plus de règles, plus de CDI et bien sûr plus de salaire minimum...

Cet affrontement capital-travail est au cœur de l'élection de 2017.

En exigeant le retrait pur et simple de la loi El Khomri, on pourra aussi **voter pour des candidats défendant une autre approche du rapport au travail, de la protection des salariés, de l'augmentation de leurs droits, de l'avenir et de l'espoir en une vie meilleure.**

Des élus communistes utiles pour résister et proposer

Les frères Bocquet (sénateur et député du Nord) ont dévoilé l'énormité de l'évasion fiscale supérieure au « déficit » dont on nous rabat les oreilles pour justifier l'austérité. Les sénateurs communistes ont défendu en ce début 2017 l'abrogation de la loi « El Khomri ». Ils ont mis en avant des propositions novatrices et réalistes de sécurisation des parcours professionnels pour aller vers « **zéro chômage** ».



La droite au pouvoir... la Sécurité sociale en danger

Ambroise Croizat, bâtisseur de la Sécurité sociale, a été ouvrier métallurgiste à 13 ans, puis **député communiste du Front populaire**. Il a ensuite participé à l'élaboration du Programme du Conseil national de la Résistance qui déboucha, à la Libération alors qu'il était ministre du Travail, sur la création de la Sécurité sociale.



Au moment où notre système de santé subit des attaques répétées, le meilleur hommage que nous pouvons rendre à Ambroise CROIZAT est de **nous battre sans cesse partout pour que la Sécurité Sociale reste ce que le peuple de France a voulu qu'elle soit : un vrai lieu de solidarités, un rempart au rejet, à la souffrance et à l'exclusion.**

La Finance nuit gravement à la santé

La droite entend répondre à deux vieilles revendications du MEDEF et de la Finance

⇒ le MEDEF ne veut plus payer sa part de cotisations (qu'il appelle des « **charges** »), et bien que bénéficiant déjà de nombreux allègements, il veut récupérer l'ensemble de ces milliards au profit des actionnaires.

⇒ si la Sécurité Sociale disparaissait pour l'essentiel, chacun devrait s'assurer dans le privé : un nouveau et gigantesque marché – **en milliards** – s'ouvrira à la Finance, aux Assurances privées. **Fin du principe de Solidarité** avec la fin de la Sécurité Sociale, place aux tarifs prohibitifs qui frapperont les plus fragiles (personnes âgées, à risques, malades chroniques, etc.) Les pauvres ne pourront payer qu'une couverture sociale au rabais.

Il s'agit d'un enjeu économique considérable. Il s'agit d'un choix de société essentiel : l'Argent ou la Santé.

A l'exemple du Ministre de la Libération Ambroise Croizat, les communistes proposent de prendre une tout autre direction :

- décréter que la Santé n'est pas une marchandise mais un bien commun.
- revenir aux fondamentaux de la Sécurité Sociale : remboursement à 100%, transparence et gestion par les salariés.
- rétablir l'intégralité des cotisations patronales, en prenant en compte les salaires mais aussi les revenus financiers des entreprises, banques et assurances.
- renforcer les structures publiques d'hospitalisation, avec les recrutements nécessaires, par une nouvelle tarification et une nouvelle démocratie sanitaire (retour des conseils d'administration avec les élus, et les représentants de tous les personnels).
- construire un pôle public du médicament (pour contrôler le prix et la politique de recherche au profit de la collectivité).

Ces grands groupes qui prennent notre santé pour une marchandise

Clinea-Orpedia - (propriétaire du Centre de rééducation de Douarnenez) : « **leader européen de la dépendance** », comme il se présente. 3 milliards de capitalisation boursière, un patrimoine immobilier de 2,6 milliards, des actions dont la valeur a presque doublé depuis 2010.

Labazur - société par actions, a racheté tous nos petits laboratoires d'analyses, 103 en tout. Puis il a vendu ce petit joyau à Eurofins, leader mondial dans ce secteur : chiffre d'affaires de 1,8 milliard en 2015.

Servier - dont le produit *Médiator* a tué des centaines de personnes. Cela durerait encore si Irène Frachon, « **La fille de Brest** », n'avait pas courageusement dénoncé ce scandale. La fortune de M. Servier, 9ème de France, était estimée à plus de 3 milliards d'euros.

Sanofi - le leader européen du médicament, 1ère capitalisation boursière à Paris (100 milliards, à égalité avec Total). 30 milliards de dividendes distribués en 8 ans, 4 milliards pour la seule année 2015... au prix de la suppression de milliers d'emplois, d'abandon de programmes de recherche, en jouant au monopoly international dans son secteur, et manipulant les prix d'un même médicament d'un pays à l'autre.

